

[print](#)

Kerry- Lavrov : Sykes Picot du XXle siècle

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, mars 01, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/kerry-lavrov-sykes-picot-du-xxie-siecle/5324797>

«La vie humaine est une valeur qui n'a pas de prix, tout ce qu'on appelle réformes, droits de l'homme et démocratie ne valent pas le sang d'un seul homme innocent»

Patriarche Rai

Il semble que le drame du peuple syrien connaîtra son épilogue à en croire les rumeurs supputations et autres analyses. De quoi s'agit-il? Ni plus ni moins d'un nouveau partage du monde entre les grands. Pour l'histoire récente nous nous souvenons de Yalta, du «rideau de fer» entre un Occident dit «libre» et un Empire du «mal» pour reprendre l'expression de Ronald Reagan. Une trentaine d'années plus tôt, il y eut un partage du monde entre les deux «puissances» de l'époque, la perfide Albion (l'Angleterre) et le Coq gaulois (la France) qui guerroyaient tantôt de concert, notamment pour démolir la Chine, tantôt l'un contre l'autre par pays faibles interposés. Les Etats-Unis n'avaient pas encore atteint le sommet de la puissance et la Russie et la Chine étaient engluées dans leur contradiction interne.

Les accords Sykes –Picot

Nous sommes en 1916, le conflit a deux ans, l'Empire ottoman «l'homme malade de l'Europe» est du côté allemand. C'est l'occasion pour les deux acolytes anglais et français de donner le coup de grâce à l'empire vermoulu et qui n'a jamais connu de repos depuis plus d'un siècle, constamment attaqué par ces deux puissances qui, au nom de la protection des minorités (Guerres du Levant), dépeçaient méthodiquement l'empire. Les accords Sykes-Picot sont justement des accords secrets signés le 16 mai 1916, entre la France et la Grande-Bretagne (avec l'aval des Russes et des Italiens), prévoyant le partage du Moyen-Orient à la fin de la guerre (espace compris entre la mer Noire, la mer Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien et la mer Caspienne) en zones d'influence entre ces puissances, dans le but de contrer des revendications ottomanes. (...) Aux États-Unis, le président Woodrow Wilson, -scandalisé par l'accord- tentant de mettre en avant l'argument de l'autodétermination des peuples, en vain. Les Français et les Britanniques se mettent d'accord sur les frontières à la conférence de San-Remo, en avril 1920.

Obama et Poutine et le partage du Proche-Orient

Dans un article publié le 26 janvier dernier en Russie, Thierry Meyssan expose le nouveau plan de partage du Proche-Orient sur lequel travaillent la Maison-Blanche et le Kremlin. L'auteur y révèle les principales données de la négociation en cours sans préjuger d'un accord définitif, ni de sa mise en oeuvre. L'intérêt de l'article est qu'il permet de comprendre les positions ambiguës de Washington qui pousse ses alliés dans une impasse de manière à pouvoir leur imposer prochainement une nouvelle donne dont ils seront exclus. «Le président Obama écrit Thierry Meyssan, s'apprête à changer complètement de stratégie internationale, malgré l'opposition que son projet a suscité dans sa propre administration. Le constat est simple. Les États-Unis sont en passe de devenir indépendants au plan énergétique grâce à l'exploitation rapide des gaz de schiste et du pétrole des sables bitumineux. Par

conséquent, la doctrine Carter (1980) selon laquelle la sécurisation de l'accès au pétrole du Golfe est un impératif de sécurité nationale, est morte. De même d'ailleurs que l'Accord du Quincy (1945) selon lequel Washington s'engage à protéger la dynastie des Séoud si ceux-ci leur garantissent l'accès au pétrole de la péninsule arabique. (...) D'autre part, tout doit être fait pour empêcher une alliance militaire sino-russe ». (1)

« Il convient donc, poursuit Thierry Meyssan, d'offrir des débouchés à la Russie qui la détournent de l'Extrême-Orient. Enfin, Washington étouffe de sa relation trop étroite avec Israël. Celle-ci est extrêmement onéreuse, injustifiable au plan international, et dresse contre les États-Unis l'ensemble des populations musulmanes. (...) C'est trois éléments ont conduit Barack Obama et ses conseillers à proposer un pacte à Vladimir Poutine: Washington, qui reconnaît implicitement avoir échoué en Syrie, est prêt à laisser la Russie s'installer au Proche-Orient sans contrepartie, et à partager avec elle le contrôle de cette région». C'est dans cet état d'esprit qu'a été rédigé par Kofi Annan le Communiqué de Genève du 30 juin 2012. (...) Ses différentes oppositions internes étant pulvérisées ou paralysées, Barack Obama a annoncé un renouvellement en profondeur de son équipe. D'abord, John Kerry au département d'État. L'homme est partisan déclaré d'une collaboration avec Moscou sur les sujets d'intérêt commun. Il est aussi un ami personnel de Bachar el Assad. Puis, Chuck Hagel au département de la Défense. C'est un des piliers de l'Otan, mais un réaliste. Avec son ami Kerry, Hagel avait organisé en 2008 une tentative de négociation pour la restitution par Israël du plateau du Golan à la Syrie.» (1)

«Ce que l'administration Obama envisage, c'est un remodelage du Proche-Orient pour le XXIe siècle, sous l'égide des USA et de la Russie. (...) L'originalité du plan, c'est que la force des Nations unies serait principalement composée par des soldats de l'Organisation du Traité de sécurité collective (Otsk). Le président Bachar el Assad resterait au pouvoir. Il négocierait rapidement une Charte nationale avec des leaders de l'opposition non-armée sélectionnés avec l'approbation de Moscou et Washington, et ferait valider cette charte par référendum sous contrôle des observateurs. Ce coup de théâtre a été préparé de longue date par les généraux Hassan Tourekmani (assassiné le 18 juillet 2012) et Nikolay Bordyuzha. Une position commune des ministres des Affaires étrangères de l'Otsk a été conclue le 28 septembre et un Protocole a été signé entre le département onusien de maintien de la paix et l'Otsk. (...) Une fois la Syrie stabilisée, une conférence internationale devrait se tenir à Moscou pour une paix globale entre Israël et ses voisins.» (1)

«Côté US, on souhaiterait prolonger le remodelage jusqu'à sacrifier l'Arabie Saoudite devenue inutile. Le pays serait divisé en trois, tandis que certaines provinces seraient rattachées, soit à la fédération jordano-palestinienne, soit à l'Irak chiite, conformément à un vieux plan du Pentagone (‘‘Taking Saudi out of Arabia’’, 10 juillet 2002). Cette option permettrait à Washington de laisser un vaste champ d'influence à Moscou sans avoir à sacrifier une partie de sa propre influence. (...) Cet accord politico-militaire se double d'un accord économico-énergétique, le véritable enjeu de la guerre contre la Syrie étant, pour la plupart des protagonistes, la conquête de ses réserves de gaz. De vastes gisements ont en effet été découverts au Sud de la Méditerranée et en Syrie (...) Le cadeau de la nouvelle administration Obama à Vladimir Poutine se double de plusieurs calculs. Non seulement détourner la Russie de l'Extrême-Orient, mais aussi l'utiliser pour neutraliser Israël.(...) Installées en Syrie, les troupes russes dissuaderaient les Israéliens d'attaquer les Arabes et les Arabes d'attaquer Israël. Par conséquent, les États-Unis ne seraient plus obligés de dépenser des sommes phénoménales pour la sécurité de la colonie juive ».

«La nouvelle donne conclut l'auteur, obligerait les États-Unis à reconnaître enfin le rôle régional de l'Iran. Cependant, Washington souhaiterait obtenir des garanties que Téhéran se retire d'Amérique latine où il a tissé de nombreux liens, notamment avec le Venezuela. (...) Ce projet a des perdants. D'abord, la France et le Royaume-Uni dont l'influence s'efface. Puis Israël, privé de son influence aux États-Unis et ramené à sa juste proportion de petit État. Enfin L'Irak, démantelé. Et peut-être l'Arabie Saoudite qui se débat depuis quelques semaines pour se réconcilier avec les uns et les autres afin d'échapper au sort qui lui est promis. Il a aussi ses gagnants. D'abord, Bachar el Assad, hier traité de criminel contre l'humanité par les Occidentaux, et demain glorifié comme vainqueur des islamistes. Et surtout Vladimir Poutine qui, par sa ténacité tout au long du conflit, parvient à faire sortir la Russie de son «containment», à lui rouvrir la Méditerranée et le Proche-Orient et à faire reconnaître sa prééminence sur le marché du gaz.» (1)

Dans le même ordre il faut se souvenir comme l'écrit Laïd Seraghni, que: «Pour Catherine II, Damas détient «la clé de la maison Russie» et pour Poutine «elle est la clé de la nouvelle ère.» Les événements qui se déroulent actuellement en Syrie ne sont en aucun cas liés à la question de démocratisation de la société ni pour plus de liberté pour les Syriens. Il s'agit d'un ordre mondial que cherchent les États-Unis à imposer avec ses vassaux occidentaux prédateurs à un autre monde qui, à leur tête la Russie, réclame plus de participation dans la gestion des affaires internationales, desquelles elle a été exclue depuis des décennies. Depuis le début des contestations en Syrie, la Russie, appuyée notamment par la Chine et l'Iran, a décidé de faire échouer toutes les tentatives d'un changement de régime car elle était persuadée que si le plan des Occidentaux réussissait, elle serait confinée dans un rôle de second plan et sera menacée dans son intégrité territoriale. (...) Les actions d'encerclement de la Russie seront relancées. Cette stratégie, en matière de géopolitique, est fondée sur la ligne Brezinski qui prévoyait la domination de l'Union soviétique en deux étapes (...) Poutine dans le prolongement de la ligne de Catherine II, considère Damas comme étant le point de départ du nouvel ordre mondial. Si cette capitale tombait, la Russie perdrait définitivement son rêve de retrouver son statut de grande puissance dans le monde du temps de la Guerre froide ».(2)

Nous sommes loin de l'époque guerrière de Bush. Avec Obama c'est le «soft power» en action. A l'époque Bush, c'était l'affrontement à outrance. Marco d'Eramo nous rappelle un Rapport de 2006: «Pour la Maison-Blanche, la planète de l'an 2006 se domine avec les mêmes oeillères et la même agressivité préventive qu'il y a quatre ans. C'est ce qu'on apprend de la lecture des 48 pages denses qui composent le nouveau document sur la National Security Strategy (..) Dans le paragraphe sur l'Irak, les stratèges admettent qu'il n'y avait pas d'armes de destruction de masse. Mais, disent-ils, presque textuellement: rien à foutre, (...). La nouveauté la plus préoccupante du document se trouve cependant ailleurs, c'est-à-dire dans la nouvelle dureté manifestée à l'égard de la Russie et de la Chine à qui le rapport dispense des conseils assez menaçants, voire de véritables menaces». (3)

Et la Chine? Et Israël?

Thierry Messan nous dit que quand les Américains auront les coudées franches en Syrie, ils «s'occuperont «de la Chine». Le temps est venu d'un retrait massif qui permettra de transférer les GI's vers l'Extrême-Orient afin de contenir l'influence chinoise».

Une analyse sur le site Oulala permet d'expliquer pourquoi la Chine modernise son armée étant donné qu'au stade impérialiste de développement économique mondial, tous les marchés, toutes les zones de ressources naturelles et toutes les

aires d'exploitation de la main-d'oeuvre sont déjà accaparés par l'une ou l'autre des puissances impérialistes. La Chine n'a pour alternative que de mener des guerres commerciales, financières et monétaires de conquête afin de repartager les zones d'influence et d'exploitation hégémoniques. Mais cette retenue et cette diplomatie ne doivent pas faire mirage, la Chine impérialiste commence à s'armer et quand les États-Unis deviendront trop menaçants – eux qui viennent de déplacer leurs flottes de guerre vers le Pacifique, l'Empire du Milieu sera prêt à riposter».(4)

«Les États-Unis considère Thierry Meyssan Meyssan considèrent qu'il n'est pas possible de négocier une paix séparée entre Israël et la Syrie, car les Syriens exigent d'abord une solution pour la Palestine au nom de l'arabisme. (...) Par conséquent, toute négociation doit être globale sur le modèle de la conférence de Madrid (1991). Dans cette hypothèse, Israël se retirerait autant que faire se peut sur ses frontières de 1967. Les Territoires palestiniens et la Jordanie fusionneraient pour former l'État palestinien définitif. Son gouvernement serait confié aux Frères musulmans, ce qui rendrait la solution acceptable aux yeux des gouvernements arabes actuels. Puis, le plateau du Golan serait restitué aux Syriens en échange de l'abandon du lac de Tibériade, selon le schéma envisagé jadis aux négociations de Shepherdstown (1999). La Syrie deviendrait garante du respect des traités par la partie jordano-palestinienne.» (1)

Reste Israël qui ne va pas se laisser faire. Nous le voyons déjà comment elle tente de torpiller la candidature de Hegel au secrétariat à la Défense, coupable selon le Sénat de ne pas avoir de feeling pour Israël. Il a fallu toute sa pugnacité pour qu'en définitive le Sénat approuve sa candidature, sans qu'il n'ait rien renié apparemment- de ses principes

La Syrie est prête au dialogue avec les groupes armés La conséquence du deal américano-russe se fait jour. En effet, l'espoir peut-il être permis à la faveur des déclarations faites hier à Moscou par le ministre syrien des Affaires étrangères, Wali El-Mouallem, qui, lors d'une rencontre avec son homologue russe Sergueï Lavrov, a déclaré que le régime du président syrien Bachar el Assad est prêt à dialoguer avec toutes les parties, y compris les groupes armés.: «Nous sommes prêts au dialogue avec tous ceux qui veulent le dialogue, y compris les groupes armés», a déclaré M.Mouallem au début de ses entretiens avec M.Lavrov. Le ministre russe a, lui, déclaré qu'un règlement politique inter-syrien était la seule solution «acceptable» et que la poursuite de l'effusion de sang pourrait entraîner «l'effondrement» de l'État.

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, a rencontré mardi dernier à Berlin son homologue russe Sergueï Lavrov. Ces tractations diplomatiques en Europe se déroulent au moment où le régime du président Bachar el Assad se dit prêt, pour la première fois, à dialoguer avec les rebelles armés. MM.Kerry et Lavrov se connaissent du temps où le nouveau secrétaire d'Etat présidait la commission des Affaires étrangères du Sénat. (...) Un responsable du département d'Etat a ainsi expliqué aux journalistes accompagnant M.Kerry que «la Russie peut jouer un rôle crucial pour convaincre le régime syrien (...) de la nécessité d'une transition politique.»(5)

On comprend aisément la politique américaine concernant le géant russe grande capacité militaire , faible développement, le contraire de la Chine : grande capacité économique faible capacité militaire.. La puissance de frappe et les richesses énergétiques de la Russie sont une réalité: les premières réserves de gaz naturel et de pétrole, mais aussi tous les minerais Contrairement à la Chine très développée, mais pauvre en ressources. Du point de vue nucléaire, la Chine est un nain. Poutine est désormais l'homme le plus influent de la planète (il n'a pas cédé sur la Syrie).

Nous assistons certainement à une réorganisation du monde. Les Français et les Anglais sont cantonnés dans le rôle de supplétifs. Nous sommes loin de la politique arabe de De Gaulle ou même du tandem Chirac-De Villepin qui ont dit non à l'Empire à propos de l'invasion de l'Irak. Les Allemands, qui ont toujours deux fers au feu, vont basculer du côté russe (continuation de la politique de Schröder). Les Français continueront à guerroyer en vain, ils auront leur Afghanistan au Mali et comme le dit un proverbe arabe, «ils mangeront leurs dents».

Chems Eddine Chitour

- 1 Thierry Meyssan <http://www.alterinfo.net/> Obama-et-Poutine-vont-ils-se-partager-le-Proche-Orient_a87127.html 23 Février 2013
2. http://www.alterinfo.net/Pour-Laïd_Seragni_Catherine-II-damas-detient-la-cle-de-la-maison-Russie-et-pour-Poutine-elle-est-la-cle-d-une-nouvelle-ere_a87034.html 21 Février 2013
3. <http://www.mondialisation.ca/la-russie-et-de-la-chine-sur-la-liste-des-usa/2181>
4. C.E.Chitour <http://www.mondialisation.ca/etats-unis-chine-russie-le-partage-du-monde/29482>
5. Syrie: Kerry rencontre Lavrov à Berlin pour une issue au conflit AFP 26.02.2013

Copyright © 2013 Global Research